



Université de Franche-Comté

La CGT infos N°72

Février 2024



cgt@univ-fcomte.fr



cgt-fercsup-ufc.bee.wf/



@CGTFERCSupUFC

EPE : le spectacle est beaucoup moins rose en coulisse

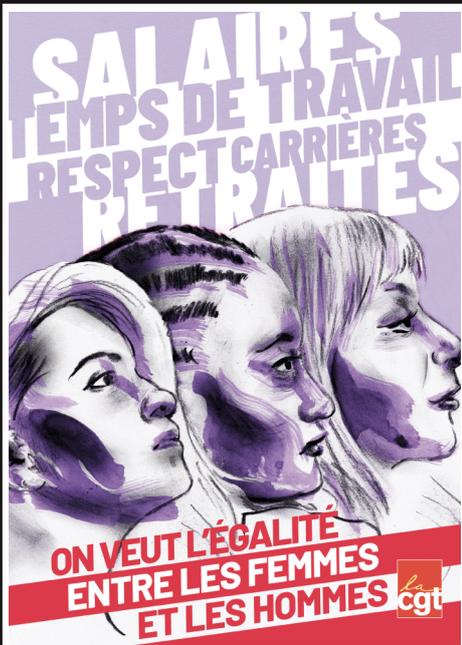
Avec qui fera-t-on vraiment l'EPE ? C'est la question qui agite actuellement toute l'oligarchie universito-politique bourgi-franc-comtoise. Au centre de l'attention : Agro-Sup. Antenne de l'institut Agro sur Dijon, elle devait rejoindre notre université dans son projet d'EPE. En tout cas, c'est ce que nous a vendu notre présidence depuis le début du projet. Pourtant, a priori, c'est loin d'être acté. Dijon met une grande pression politique. En coulisse, mais pas que. [Cet article](#), publié dans Dijon l'Hebdo, met en lumière toute l'animosité qui existe entre Dijon et Besançon. Un élu dijonnais égratigne sérieusement notre projet : « pas d'adhésion des établissements, pas de gouvernance, pas de statuts ». Ambiance ambiance. Gros biais dijonnais ou réalité ? Il y a de quoi se poser la question.

Les bruits de couloir évoquent aussi l'hésitation de la part de l'UTBM à rester avec nous. Argh. Ensuite, on est assez abasourdi par la légèreté avec laquelle les conséquences concrètes pour les personnels sont prises en compte par la gouvernance. Certains de nos VPs, pourtant en charge de cette transformation vers l'EPE, semblent particulièrement hors sol quant aux problématiques pratiques que vont engendrer ces changements. Si le fameux « grain fin » n'est pas pris au sérieux, on court à la catastrophe. Il ne faut pas sous-estimer les impacts réels sur les personnels, les nôtres, mais également ceux de la COMUE. Les mots de la présidence, qui ne comprend pas comment un personnel peut être contre la mise en place de l'EPE, ne nous rassure pas quant à leur perception de la réalité. **Attention, danger !**

Surtout que tous ces changements vont devoir s'opérer dans un temps restreint (avant début 2025) avec les départs annoncés de notre DRH et des deux DRH adjointes. Rien que ça. **Attention, gros danger !**

De quels changements parle-t-on ? Il y a évidemment la question des statuts et la composition du CA, qui paraît obscur à bon nombre d'entre nous mais qui peut avoir des impacts concrets sur la démocratie (malade) universitaire. L'exemple de Paris-Saclay en est un bel exemple (voir [ici](#)). Notre situation actuelle n'est en même temps pas si rose, le CA reste une chambre d'enregistrement des décisions prises par la présidence. Mais là n'est peut-être pas la plus grande problématique. Déjà, il va falloir absorber la COMUE et ses personnels. Avec presque autant de statuts que de personnels, cela va demander de se pencher sur chaque situation pour savoir quoi faire. Ensuite, ces personnels de la COMUE, avec leurs propres missions, leurs propres salaires, leurs propres équipes à gérer pour certains, ont vocation à intégrer principalement nos services centraux. D'un côté, cela apporte un renforcement indispensable à cette création de l'EPE mais on sait combien les collectifs de travail peuvent être fragiles. Il va falloir surveiller tout ça comme du lait sur le feu. En espérant que d'ici là, notre service RH soit de nouveau opérationnel. Egalement, il va falloir recruter pour dimensionner nos services centraux à la hauteur des besoins de l'EPE. Et on sait que c'est compliqué, notre université n'étant pas particulièrement attractive. Déjà qu'actuellement, il est difficile de trouver un service complet dans notre université...

L'inquiétude est là et déjà bien là. Et il n'y a pas grand-chose actuellement pour nous rassurer. Le flou demeure, à tous les niveaux. Laissons donc cet EPE là où il est, au stade embryonnaire.



Le 8 mars, journée toujours d'actualité, à l'université comme ailleurs

Il y a quelques temps, on avait quelques graphiques sur le sujet (à retrouver [ici](#)). La situation n'a guère changé (c'est à peine mieux) et on s'aperçoit que toutes les nouvelles réformes mises en place, avec du vernis féministe, s'avère avoir un effet opposé. Côté enseignant, rappelons ici la dernière campagne de repyramidage 100% masculine. On a aussi appris que les femmes ont proportionnellement moins eu la prime C3 que les hommes. Rappelons également la répartition honteuse du 80/20 chez les PU alors qu'on n'est pas loin du 50/50 chez les MCF. Côté Biatss, plus on monte dans les grades, plus on trouve d'hommes. Et il y aurait tellement d'autres choses à dire (on y reviendra). Certes, c'est toute la société qui doit évoluer mais l'université doit prendre sa part, plus qu'aujourd'hui.

La F3SCT, remplaçante du CHSCT, a encore un rôle à jouer

On aurait pû prendre des exemples locaux (et oui, il y en a), mais on va aujourd'hui partir du côté de l'ENS de Lyon en reprenant une partie de leur communiqué (à retrouver en intégralité [ici](#)) sur une situation de harcèlements dans un laboratoire :

Les élu.es en F3SCT (ex CHSCT) se sont mobilisés pour rompre avec le sentiment de résignation et la souffrance des personnels du CIRI. Le rapport de visite présenté à la F3SCT du 25 avril 2023 a déclenché deux enquêtes administratives et une liste de préconisations d'urgence pour lutter contre le harcèlement moral dans la recherche et rétablir les conditions dignes de travail conformes à la législation pour les doctorant.es.

Depuis, le directeur du CIRI a démissionné. Cette récente nouvelle conforte les missions d'élu-es des personnels dans les instances sociales et des cellules d'action contre les violences et le harcèlement. Nous saluons leur travail, et nous saluons surtout l'immense et remarquable courage des collègues qui ont témoigné, pour dénoncer les agissements inacceptables relevés dans le cadre de cette visite du CIRI. Cette démission nous encourage toutes et tous à ne plus accepter des conditions dégradées de travail dans notre établissement. Non, travailler plus de 40 heures par semaine n'est pas normal. Non, la réussite de la recherche ne dépend pas du degré d'humiliation que l'on fait subir aux jeunes chercheur-ses. Non, le droit du travail, ce n'est pas « tuer la recherche » !

Cheh, la Cocarde, l'UNI, et toute la fachoshère estudiantine

Récemment ont eu lieu les élections étudiantes dans les CROUS partout en France. Deux organisations étudiantes, proches de l'extrême-droite étaient présentes : la Cocarde et l'UNI. La Cocarde n'a eu aucun siège dans toute la France. Et localement (Bourgogne Franche-Comté), l'UNI non plus. Ouf ! Mais restons vigilants, la Cocarde, organisation raciste et violente, a pu malgré tout monter des listes. A noter nationalement et localement la grosse percée de l'Union Etudiante (ancrée à gauche) qui arrive à la hauteur de la FAGE. De quoi mettre un peu de baume au cœur dans cette ambiance très fascisante. De notre côté, on a acté notre participation dans le comité antifasciste de Besançon. No pasarán !

